

ÉMERGENCE

Commentaire^[*] relatif à la présentation de Jean-Paul Guichard le 17 juin 2019

UN GRAND TOURNANT, 1914-1924

*« La complexité caractérise un état, un système dont le nombre des éléments et celui des liaisons et interactions est immensément grand ou inaccessible. Ainsi de n'importe quelle chose du monde, ainsi des systèmes du monde, ainsi d'un lieu quelconque du savoir, ainsi de l'encyclopédie et du langage, ainsi de nos groupes et des sociétés, ainsi de l'économie, ainsi de cette multiplicité spatio-temporelle en transformation, et qui est, sans doute, la plus fortement complexe, qu'on appelle l'histoire. »
(Michel Serres, *Le passage du Nord-Ouest*)*

Jean-Paul Guichard est officiellement professeur d'économie. A le lire ici, on le dirait plutôt historien. C'est qu'il inscrit ses analyses dans le temps long. Et, s'il n'est pas non plus formellement systémicien, on est frappé de son soin à dire les interactions complexes – synchroniques et diachroniques – entre nations et entre registres économique, démographique, sociologique, religieux, politique, militaire, ...

Le Groupe Emergence souhaite étendre son expertise – encore majoritaire en mathématique, physique, informatique ou biologie – aux sciences humaines et sociales. Là, pour l'histoire, une intervention de J-P Guichard était toute indiquée.

Pour garder de cette présentation une trace sur notre site Internet, à défaut d'un diaporama comme la plupart de nos conférenciers, nous lui avons demandé une note reprenant ce qu'il avait dit ou, ce qui lui semblait devoir être retenu à l'issue de son exposé et du débat qui s'ensuivait.

Nous ne demandions pas qu'il s'exprime avec les notions et les termes de la Systémique : c'était aux membres de notre cercle, de faire cette traduction. Sans entreprendre par le menu ici une telle reformulation, trois remarques :

1. Il convient de prendre le plus possible en vue la considérable imbrication (géopomitique) des acteurs, des domaines et des actions.

Les commentateurs (essayistes, politiciens, journalistes, citoyens, ...) s'en tiennent le plus souvent à des simplifications très sommaires et linéaires : une ou très peu de causes, supposées déterminantes, ayant des effets directement perceptibles et simples. Bref, à des explications ou des jugements abrupts, plus aptes à argumenter des thèses qu'à saisir la substance de ce qui se passe.

Ici, par exemple, la vulgate s'attache à déterminer quelle nation était responsable d'une guerre devenue mondiale ; ou bien, elle établit que toutes y avaient une égale part. Ou encore, il est usuel d'entendre que les dispositions vexatoires du

[^{*)} René Padieu

Traité de Versailles ont fait le lit du nazisme¹. J-P Guichard remet au-dessus de la pile telle ou telle cause occultée : tout aussi explicative peut-être que celles couramment alléguées. Il replace l'immédiateté des politiques gouvernementales dans des courants de fond et l'héritage de longues séquences d'événements entremêlés. Il relativise l'importance d'un événement déclencheur : qu'une étincelle mette le feu aux poudres n'explique pas qu'il y ait eu de la poudre ! Il suggère que ce contexte aurait, dès 1911, armé la décision d'une guerre : qui éclate trois ans plus tard. Il décrit dans quel contexte géopolitique antérieur s'est produite la révolution russe et, comment l'avènement du communisme a pu être soutenu par les capitalistes américains et allemands... Et ainsi de suite.

Il fait apparaître des appréciations différant de celles communément admises mais tout aussi plausibles : lesquelles auraient donc ignoré des éléments pourtant significatifs. Certes, on demanderait qu'ils soient vérifiés : mais on demandera aussi pourquoi ceux qui les ignoraient négligeaient de les envisager...

2. J-P Guichard montre que **l'interprétation acceptée reposait sur un tri d'éléments retenus.**

Peut-être était-elle alors, au mieux, mal fondée, ou fausse quoique de bonne foi, ou tout aussi bien tendancieuse. Or là, J-P G. n'encourt-il pas la même critique ? Les faits sont innombrables et **nul ne saurait les embrasser tous ni en explorer les infinies interactions**² ! On n'a aucun critère pour décider qu'un fait vu comme anodin aurait pu néanmoins changer radicalement le cours des choses. Ni du reste, qu'un fait retenu pour son évidente influence n'aurait pas, par le concours d'autres faits négligés, vu ses effets supposés annihilés voire inversés.

Relevons que, dans la discussion suivant cette présentation du 17 juin, plusieurs de nous invoquaient tel ou tel élément comme déterminant. Si, pourtant frotté de systémique, on s'abandonne à de telles simplifications, que dire de nos contemporains ? Ce besoin serait-il profondément ancré par une nécessité évolutive, un besoin primaire qui aujourd'hui deviendrait toxique ? Ne pouvant embrasser assez, régressons-nous dans le confort d'une croyance réductrice ?

Quand bien même la lecture alternative que J-P Guichard propose ne serait pas véridique et de toute façon pas complète, elle nous invite au contraire à **pousser la "systématicité" de l'analyse le plus loin possible**. Laissant toute conclusion ouverte, ainsi diminuons-nous la marge d'erreur de la politique. Il en va de la sorte depuis que le vivant a dû décider dans une incertitude inéludable.

3. La **navette entre divers niveaux de simplification (d'agrégation).**

Observons J-P G naviguer dans cet entre-deux : entre simplifications outrancières et impossible analyse exhaustive. Tantôt, il descend à certains acteurs politiques ou économiques à l'intérieur des nations, à des classes, catégories d'acteurs ou

¹ Même sans que le Traité ait en soi ce caractère, cela n'exclut pas que des commentateurs de renom l'aient représenté tel. Et, la propagande. Avec les mêmes effets. L'excellent professionnel en la matière qu'était Goebbels disait : « nous ne parlons par pour dire quelque chose, mais pour produire un certain effet. » ...

² Aucune vérité totale d'un système social ne nous est accessible : conformément à la règle d'Ashby.

factions ; et tantôt il “dézoome” pour ne considérer que des pays monolithiques et, parmi eux, seulement les majeurs du moment (Grande-Bretagne, France, Allemagne, Russie, puis Etats-Unis). Cette simplification souple, adaptative, réversible, optimise le compromis entre l’inaccessible et la réduction doctrinaire. Dans ce champ dynamiquement délimité, on voit fonctionner un système de quelques acteurs, dont on repère les états, interactions, alliances, etc.

Modéliser ce processus d’analyse paraît difficile ; et, d’abord, difficile de le rattacher à des notions théoriques établies. L’on peut par exemple voir le ballet entre quelques macro-acteurs comme l’utilisation de ce qu’on appelle, en théorie des graphes, un *graphe décomposé* : sauf que pour celui-ci, les agents internes à des macro-acteurs différents ne sont pas reliés directement (sauf précisément ceux qui assurent la communication entre ces derniers). Ce n’est évidemment pas le cas : ignorer ces liaisons de bas niveau, sous-jacentes, est une coupure analogue à celle qui exclut les acteurs extérieurs au champ d’analyse lorsqu’on isole, pour conduire l’analyse, une partie du système global³.

N'esgt-il pas intéressant de voir ici, avec quel soin **l’analyste procède, empiriquement, à ces réductions qui sont seulement instrumentales et transitoires ?**

[Voir page suivante le texte de la conférence de Jean-Paul Guichard : « Un grand tournant 1914 -1924 »](#)



³ Ce problème de simplification est évoqué dans notre *Vade-mecum* (cf, site Internet d'Emergence).

Club Emergence

Paris, 17 juin 2019

Un grand tournant, 1914-1924

Jean-Paul Guichard⁴

La décennie 1914-1924 est celle d'un grand tournant » dans l'histoire du monde. Les événements cataclysmiques d'alors résultent de circonstances produites par une longue histoire et peuvent être utilement éclairés par ce qu'il est advenu par la suite. Le 28 juin 1919 est une date particulièrement importante : ce jour-là est signé le Traité de paix de Versailles entre les pays alliés et l'Allemagne ; il redessine la carte de l'Europe et il faut remonter aux traités de Westphalie (1648) pour trouver un événement comparable : pourtant, les rappels qui le concernent, au moment de son centième anniversaire, sont extrêmement discrets. Pourquoi ? A l'heure de la « construction de l'Europe » et du « couple franco-allemand », serait-il inconvenant de parler de Versailles ?

On célébra le centième anniversaire du 11 novembre 1918 ; il y eut notamment le 11 novembre 2018, sur la chaîne A2, une grande émission à prétention historique de Clarke et Costelle, « Apocalypse », dans laquelle la guerre était présentée comme un « grand malheur » produit par « le nationalisme » (en général) et dont par conséquent tous les pays concernés avaient leur « part de responsabilité ». Quelques années avant, le livre *Les somnambules*⁵, qui décrivait par le menu le déclenchement de la guerre, avait eu un grand succès international, surtout en Allemagne ; on peut comprendre pourquoi : les Allemands, dit l'auteur, « n'étaient pas les seuls à avoir été impérialistes (...) la crise qui a entraîné la guerre de 1914 était le fruit d'une culture politique commune » ; on peut remarquer que ce nouveau « concept » de « culture politique commune » permet de mettre tous les pays sur le même plan. En 2016, lors d'une grande réunion des « chaires Jean Monnet » à Bruxelles, au cours de laquelle on discutait entre gens bien pensants de la nécessité

⁴ Jean-Paul Guichard, professeur émérite* d'économie (Université de Nice), chaire Jean Monnet ad personam de l'Union Européenne. Association *CEMAFI internationale*. Livres récents : *La visée hégémonique de la Chine* (Brunet coauteur, L'Harmattan, 2011), *L'Etat-Parti chinois et les multinationales* (L'Harmattan, 2014), *L'émergence de l'Empire russe* (L'Harmattan, 2018), *L'affirmation de l'Europe byzantine 1796-1914* (L'Harmattan, 2018)

⁵ Christopher Clark, *The sleepwalkers. How Europe went to war in 1914*, Allen lane, 1912. Editions françaises, *Les somnambules*, Flammarion, 2013 et 2015. L'auteur a reçu le « Prix européen de la culture politique 2018 » de la fondation suisse Hans Ringier (du groupe de média Ringier, lié au groupe allemand Springer) ; le jury était presque exclusivement germanique : Toutefois, Pascal Lamy et Jean-Claude Trichet en faisaient partie.

de diffuser largement les « valeurs de l'Europe », l'un des participants (français) intervint pour recommander, dans la pédagogie proposée, la lecture de textes exactement à l'opposé de ces valeurs, spécialement de *Mein kampf* ; aussitôt, un autre participant, de l'Université de Trier (Trèves), déclara qu'il « fallait » lire, aussi, *Les conséquences économiques de la paix*, un pamphlet écrit fin 1919, pro-allemand et hostile au traité, de John Maynard Keynes⁶, qui fut largement utilisé par la suite pour « démontrer » que la montée du nazisme à Weimar avait été le fruit de Versailles.

En somme, lorsqu'on met tout cela bout à bout, il ressort que l'Allemagne (entendons par là, les élites de l'Allemagne) n'est, pas plus que les autres pays, responsable de la première guerre mondiale et que sa responsabilité dans la survenue de la seconde serait largement atténuée par les (injustes) dispositions du *diktat* de Versailles ! On peut se demander si cette façon de « ré-inventer » l'histoire ne procède pas d'un discours du « politiquement correct » à l'heure de la domination économique, et désormais quasi politique aussi, de l'Allemagne au sein de l'Union Européenne ; une domination fondée sur un énorme déséquilibre commercial Nord/Sud, notamment entre l'Allemagne et les Pays-bas d'un côté⁷, les pays du sud de la zone euro, dont la France, de l'autre. La poursuite de ce mariage de la carpe et du lapin qu'est le « couple franco-allemand », une fiction qui serait le fondement de l'Europe, exigerait quelques accommodements avec l'histoire.

La vision développée dans ce qui suit est différente.

La succession de l'hégémonie britannique était ouverte⁸. Les élites allemandes voulaient que leur pays domine l'ensemble de l'Europe continentale, condition d'une hégémonie ultérieure espérée sur le monde ; il fallait pour cela abattre l'Empire russe dont la croissance économique était très rapide (et se débarrasser rapidement de son allié français) : la guerre fut voulue, et décidée dès 1911, ainsi que le montre

⁶ Le grand économiste du vingtième siècle, John Maynard Keynes, était un pur produit de l'élitisme britannique : Eton, Cambridge, homosexualité (il était même amateur des formules bon marché de « bed and boy » en Tunisie), sentiment de supériorité personnelle (appartenance à des clubs élitistes, les *Apostles* de Cambridge, ce sera un nid d'espions pour l'Union Soviétique, le groupe des amis choisis de Bloomsbury), anti-sémitisme et sentiment d'une supériorité des anglo-saxons sur les autres races ou cultures. Haut fonctionnaire britannique, il représente le Trésor auprès de Lloyd George et participe à la conférence de Paris, ainsi qu'à la commission d'armistice où il tombe amoureux d'un membre de la délégation allemande, le banquier Karl Melchior, gérant-associé de la banque Warburg de Hambourg. Au cours des discussions entre les alliés, il reprend « mot pour mot », selon l'expression utilisée par Clémenceau, les thèses allemandes ; dépit de ne pas être suivi par Lloyd George, il démissionne (Melchior de son côté fait de même) et se lance dans la rédaction d'un pamphlet de faible valeur (*Les conséquences économiques de la paix*) mais au grand retentissement (compte tenu de la notoriété de l'Auteur) qui sera largement utilisé par la propagande allemande et par les milieux pacifistes (et pro-allemands) en Angleterre. Son essai sera réfuté de façon remarquable par un jeune économiste français (Etienne Mantoux, combattant de la division Leclerc, mort en Allemagne en 1945), qui rédige en 1942 à Princeton, en anglais, *The Carthaginian peace, or the economic consequences of Mister Keynes*, publié en Angleterre en 1946 et, la même année en France, avec une préface de Raymond Aron.

⁷ Les excédents commerciaux de ces deux pays mercantilistes sont de l'ordre de 9% de leurs PIB respectifs : pour partie avec leurs partenaires de l'Union Européenne, pour partie avec le reste du monde. On pourrait dire que l'Allemagne est aujourd'hui à l'Union Européenne ce que la Chine est au monde.

⁸ Selon Paul Kennedy, la part du Royaume-Uni dans l'industrie manufacturière mondiale est de l'ordre de 50% vers 1850 ; à la veille de la guerre, cette part n'est plus que de 15% : l'Allemagne et les Etats-Unis sont en tête.

l'historien allemand Fritz Fischer⁹ dans un livre de 1961 qui suscita une grande controverse en Allemagne. La paix de Versailles ne fut nullement aussi dure et injuste que ce qu'on en a dit souvent : elle n'était pas exempte de défauts mais elle était néanmoins relativement équilibrée ainsi qu'en convient le grand sociologue allemand Norbert Elias¹⁰.

Les révolutionnaires russes, après avoir joué la carte de l'Allemagne, jouèrent celles, après la guerre, des Etats-Unis et encore de l'Allemagne. Staline put mettre sur pied une industrie puissante, principalement grâce à l'assistance, dans tous les domaines, d'entreprises....américaines !

Dans ces bouleversements, tout s'est passé comme s'il s'agissait d'une lutte entre l'Allemagne et les Etats-Unis pour ravir à l'Empire britannique l'hégémonie mondiale, la Russie constituant un enjeu spécialement important. Le Royaume-Uni, bien que conservant son Empire (et même en l'élargissant un peu), perdit son hégémonie au profit de l'allié américain mais, après tout, comme le pensaient les membres du *Groupe de Milner*¹¹, le plus important était pour ceux-ci que les peuples anglo-saxons dominent le monde et assurent la suprématie de la langue anglaise.

Les grands perdants furent l'Empire russe et la France. L'Empire russe parce que la guerre suscita, au sein de ses peuples, une série d'épreuves effroyables : guerre civile, famines, répressions, déportations, camps de travaux forcés, « liquidations », etc. La France, bien qu'elle ait retrouvé ses provinces perdues, perdit la place exceptionnelle qu'elle occupait en Russie ; avant la guerre, l'ensemble « France et Russie » constituait un système ; les liens entre les deux pays n'étaient pas seulement politiques, militaires, culturels : ils étaient aussi économiques et financiers. La France, pays riche, connaissait une croissance démographique quasi nulle et une croissance économique modérée : une bonne partie de son épargne pouvait s'investir en Russie alors même que certaines de ses grandes entreprises, bancaires ou industrielles, se développaient rapidement dans le pays, souvent en association avec des entreprises russes . De la sorte, le capital français avait, lui aussi, une croissance rapide. Avec le pouvoir soviétique, les entreprises françaises et l'ingénierie française doivent se retirer, parfois dans des circonstances dramatiques : Allemands et , surtout, Américains, prennent la place.

Prusse, Allemagne et empires centraux Pendant longtemps, l'Allemagne fut constituée par un grand nombre de petits états, dont cet état militaire très

⁹ Fritz Fischer (1908-1999), historien de l'Université de Hambourg, publia en 1961 en Allemagne son ouvrage *Les buts de guerre de l'Allemagne impériale*, Edition de Trévise, 1970.

¹⁰ Norbert Elias (1897-1990) est un sociologue allemand, auteur de nombreux ouvrages, notamment son dernier : *Les Allemands, lutte de pouvoir et développement de l'habitus aux XIXe et XXe siècles*, Seuil, 2017.

¹¹ Alfred Milner (1854-1925) est un homme politique anglais important, successeur de Cecil Rhodes en Afrique du sud. Inquiet de la montée de la puissance allemande, il œuvre au rapprochement des pays de l'Empire britannique avec les Etats-Unis au moyen du développement de clubs de gens très influents de part et d'autre de l'Atlantique, les *Milner's kindergarten* et *The Round Table* qui est constituée en 1909 et qui est soutenue par la famille Rothschild, la famille Astor (propriétaire du *Times*), la banque Lazard, J.P. Morgan, le colonel House, etc.

particulier que fut la Prusse ; et il y avait aussi le Saint Empire. Les valeurs d'autorité et d'autoritarisme ainsi que d'inégalité constituent un élément très ancien du substrat anthropologique de cette région ainsi que le souligne Emmanuel Todd. Quelques repères historiques sont utiles.

Au neuvième siècle, les moines Cyrille et Méthode, envoyés en Europe centrale par le Pape et par le Patriarche de Constantinople pour évangéliser dans leur langue les populations slaves, se heurtent à l'hostilité des évêques germaniques de Saxe ; l'un d'eux, emprisonné, ne pourra être libéré que sur intervention du Pape. Au onzième siècle, le Saint-Empire fait de la résistance par rapport à la réforme grégorienne et à la volonté du Vatican d'affirmer l'indépendance et la suprématie du pouvoir spirituel sur le pouvoir temporel : chacun connaît l'épisode de la (fausse) repentance de l'Empereur Henri IV à Canossa. Un peu plus tard, les Chevaliers teutoniques confondent allègrement le temporel et le spirituel et ont des façons très particulières et violentes pour évangéliser les populations païennes (ou même chrétiennes orthodoxes) : ils insupportent, non seulement les populations orthodoxes de Biélorussie, mais aussi et surtout celles, catholiques, de Pologne et reçoivent en conséquence une correction lors de la grande bataille de Grunewald ; cela se passe en 1410. Par leur comportement, les Teutoniques, qui n'obéissent plus à Rome, sont déjà schismatiques. Le schisme devient officiel avec la publication des thèses de Luther (1517) et son *Discours à la noblesse chrétienne de la Nation allemande* (1520) ; Luther, qui est par ailleurs très antisémite¹², a une claire conscience de l'inégalité des hommes comme le montrent sa théologie de la prédestination et le fait qu'il s'adresse à la noblesse seulement¹³.

Le contraste est frappant entre la *République des deux nations* (la Pologne-Lituanie) catholique et dotée d'un pouvoir d'état faible et ses deux voisins autoritaires, la Prusse luthérienne et la Russie orthodoxe.

La *Grande révolution française*, puis Napoléon, vont diffuser en Europe des valeurs universalistes (les hommes libres et égaux devant la loi) ; il y aura avec Fichte une réaction : les hommes sont inégaux et, puisqu'ils sont inégaux, les nations et les cultures le sont aussi¹⁴. En revanche, la Prusse reprendra à son compte, et avec succès, l'idée du marché commun de Napoléon (le *système continental*)¹⁵, à l'échelle des Etats allemands (ce fut le Zollverein) et à la suite

¹² Martin Luther écrit un texte très antisémite, *Des juifs et de leurs mensonges* (*Von den Juden und ihren lügen*). Les Nazis considéraient Luther comme le premier *Führer* spirituel de l'Allemagne et célébraient le *Luthertag* (le 10 novembre, jour anniversaire de la naissance de Luther). La *nuite de cristal*, ce n'est pas un hasard, eut lieu dans la nuit du 9 au 10 novembre 1938.

¹³ L'égalité des hommes que signale E. Todd ne concerne qu'une égalité dans les conditions d'accès à l'évangile : il n'y a plus besoin de clercs car les chrétiens doivent pouvoir disposer de livres et savoir lire. Pour le reste, les hommes sont inégaux, notamment pour ce qui concerne leur salut.

¹⁴ La fin de l'opéra de Wagner *Les maîtres chanteurs de Nuremberg* (1867) est révélatrice : le personnage principal, Walther, chante la supériorité de l'art allemand sur l'art romand.

¹⁵ Napoléon institue en 1806 une sorte de « marché commun », une préfiguration de l'Europe des six du traité de Rome, pour un territoire comprenant la France, les deux tiers de l'Allemagne actuelle (sud et Rhin), le nord de l'Italie, les Pays-bas, l'actuelle Belgique et le Luxembourg ; le principe est simple : libre circulation des produits à l'intérieur, protection vis-à-vis de l'extérieur.

des bons conseils d'un très bon économiste, Friedrich List¹⁶. L'unification commerciale fut le prélude à l'unification politique, puis monétaire. Il y avait aussi, au sein de la société allemande, une valorisation de la violence, notamment dans le monde universitaire avec le goût des duels et des balafres, que met bien en lumière Norbert Elias dans son essai *Les Allemands*.

En 1870, Bismarck considère que la France est la principale rivale de l'Allemagne, sur le continent européen : les populations sont équivalentes et la France est plus riche ; aussi envisage-t-il en 1875 une nouvelle guerre, préventive, contre elle : les gouvernements anglais et russe sauront toutefois l'en dissuader ; aussi développe-t-il l'alliance des trois empereurs d'Allemagne, d'Autriche et de Russie, à l'évidence dirigée contre la France. En outre, suivant en cela des conseils éclairés à la suite de la crise de 1873, il met en route en 1879 une politique protectionniste qui sera très favorable à la croissance de l'économie allemande.

Entre 1870 et 1914, la croissance économique de l'Allemagne est rapide : elle est servie par une croissance démographique forte qui pèse sur les salaires, ce qui favorise l'accumulation du capital, par un système nouveau d'enseignement des technologies mis en place par Humbolt, par l'existence d'un grand marché (l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, ensemble, ont une population de plus de 100 millions d'habitants, autant que les Etats-Unis), enfin par des protections douanières qui viennent d'être évoquées (comme les Etats-Unis à la même époque). Au cours de cette période, la France a des performances bien plus modestes du fait de sa démographie (et des coûts salariaux), de la taille plus restreinte de son marché, de sa politique libre-échangiste (le protectionnisme ne vient qu'en 1895 avec les lois de Méline), enfin par l'obligation dans laquelle elle se trouve d'avoir, relativement à sa population, un budget militaire très lourd à cause de son voisin allemand. Lorsque Guillaume II se débarrasse du chancelier Bismarck, il néglige l'alliance russe car la France apparaît alors aux élites allemandes comme bien moins dangereuse que ce qu'elle était jadis : ce faisant, il favorise l'éclosion d'une alliance très forte entre la Russie et la France. L'intérêt commun de ces deux pays n'est pas que politique, militaire et culturel : il y a une réelle complémentarité économique. L'épargne et les entreprises françaises, particulièrement au moment des gouvernements de Witte et de Stolypine, irriguent le développement de l'Empire : l'agriculture, les industries extractives, les industries manufacturières, le secteur des transports, les services ont une croissance rapide ; la société russe se transforme rapidement : une classe de paysans propriétaires de leur exploitation apparaît, l'éducation se développe rapidement à tous les niveaux et, malgré le conservatisme du tsarisme, les promotions sociales sont de plus en plus nombreuses. Bref, à la veille de la guerre, l'Empire russe est en train de devenir la très grande puissance qu'avait annoncée Tocqueville.

Cette perspective inquiète les élites allemandes : la poursuite de la dynamique russe conduirait à une Europe au sein de laquelle l'Empire russe serait plus puissant que son homologue allemand, compromettant leurs rêves d'hégémonie européenne ; c'est qu'en effet, les grands propriétaires nobles, les officiers, les industriels et les banquiers, et même les universitaires¹⁷, sont largement acquis, pour des raisons différentes, à l'idée d'une domination de l'Allemagne sur l'Europe continentale, et au-delà ; les uns rêvent de gloire militaire et d'acquisitions

¹⁶ Friedrich List est un économiste de l'école historique allemande, admirateur de Napoléon et théoricien du Zollverein. Son ouvrage principal, *Système national d'économie politique* (1841), montre clairement, à partir d'exemples historiques, que le libre échange ou le protectionnisme peut être, selon les circonstances, bon ou mauvais pour le développement d'un pays donné.

¹⁷ Le grand économiste et sociologue Max Weber est nationaliste : un exemple parmi d'autres.

territoriales, les autres d'approvisionnements et de contrôle de ressources minières, pétrolières, agricoles, ainsi que d'une union économique de l'Europe continentale sous direction allemande¹⁸.

L'obstacle potentiel essentiel à la réalisation de ces rêves est l'Empire russe : c'est donc lui qu'il faut abattre au moyen d'une guerre préventive ; il faut aussi abattre son allié français, important à cause de son armée et du rôle de ses entreprises dans la croissance de cet Empire. Les différents scénarios et buts d'une telle guerre sont envisagés par les dirigeants allemands, pas seulement les militaires, dans les années qui précèdent 1914, généralement en faisant l'hypothèse d'une neutralité britannique. Les documents sur *Les buts de guerre de l'Allemagne impériale* dont rend compte Fritz Fischer montrent, selon cet auteur, que la décision de principe d'une guerre préventive est arrêtée en 1911¹⁹ ou au plus tard en 1912, avant la conclusion des guerres balkaniques de 1912-1913 par le traité de Bucarest qui constituait un revers sérieux pour les empires centraux²⁰. Il n'était toutefois pas aisé de déclencher une guerre préventive : le Parti social-démocrate allemand était alors puissant, en capacité d'impulser des grèves ; il fallait donc temporiser, attendre une crise au cours de laquelle les empires centraux pourraient se présenter comme des victimes d'une agression « tsariste » (ou quelque chose de similaire), en jouant sur la répulsion qu'inspirait en Occident le tsarisme, à cause des pogroms. L'attentat de Sarajevo arriva à point nommé : il ne fut pas la cause de la guerre, seulement sa cause « déclenchante ».

A ce stade, il est nécessaire de parler de l'allié principal de l'Allemagne, l'Empire austro-hongrois, ainsi que de la Serbie qui aspirait à devenir le « Piémont des Balkans ». A propos de cet empire de 50 millions d'habitants, il y a les images d'épinal (Sissi, les opérettes et les valse de Strauss, père et fils, etc.) ainsi que la réelle et très brillante vie intellectuelle et artistique de sa capitale dont rend compte Stephen Zweig dans son livre de souvenirs *Le monde d'hier*. C'est aussi un empire très faible car miné par ses divisions ethniques et, surtout, par le cancer raciste (anti slave) et antisémite que véhiculent les idées *völkisch*. Les Slaves et les Latins (des Roumains), des citoyens méprisés de seconde zone, se sentent de plus en plus mal à l'aise dans cet ensemble dominé par les éléments allemand et magyar qui ne comptent que 22 millions d'habitants alors que les « minorités » sont constituées par 24 millions de Slaves et 4 millions de Latins.

Dans ce contexte, le coup d'état de 1903 qui, en Serbie, conduit à la fin d'une

¹⁸ Les élites économiques jouèrent un grand rôle : Max Warburg, Karl Melchior, Matthias Erzberger, etc. Les industriels allemands veulent les ressources minières du Donbass, le port d'Odessa, le pétrole de Bakou, le manganèse de Chiaturi (Géorgie), etc.

¹⁹ L'année 1911 est celle de la crise franco-allemande du Maroc ; une partie des hauts responsables de l'Armée allemande considère que la démonstration, début juillet, du Kaiser à Agadir a été insuffisante : ces officiers jugent celui-ci trop mou et envisagent de le déposer. La Russie était alors encore affaiblie militairement par sa guerre désastreuse contre le Japon : selon eux, il fallait en profiter et déclencher une guerre contre la France.

²⁰ Le traité de Bucarest sanctionne une victoire de la Serbie, de la Roumanie et de la Grèce sur la Bulgarie ; c'est un revers pour les empires centraux, pour deux raisons ; d'une part, il contribue à renforcer la volonté d'indépendance des minorités slaves ou latines de l'Empire austro-hongrois, d'autre part, dans l'hypothèse d'une guerre avec la Russie et ses alliés des Balkans (Serbie et Monténégro), la route terrestre de l'Asie (via Constantinople) serait coupée si la Roumanie prenait le parti de la France et de la Russie.

dynastie inféodée à Vienne, celle des Obrénovitch, et au règne d'un prince, Pierre^{1er} Karageorgévitch, francophile et russophile, qui rêve d'unifier les Slaves du sud, constitue une catastrophe pour l'Autriche-Hongrie qui se trouve fragilisée par les espoirs que fait naître ce changement politique : non seulement en Slovénie et en Croatie, ainsi qu'en Bosnie-Herzégovine, mais aussi en Bohême, en Slovaquie, dans les régions de la Hongrie peuplées de populations roumaines. L'annexion en 1908 de la Bosnie-Herzégovine par l'Empire austro-Hongrois fut une riposte qui faillit provoquer la guerre²¹.

Les deux guerres balkaniques n'allaient pas arranger les affaires des empires centraux : Slaves, Latins et Grecs mettaient fin à des siècles de présence ottomane en Europe²². De plus, le contrôle du *Berlin-Bagdad* devenait aléatoire, dépendant du bon vouloir des Serbes ou des Roumains : le vaste projet géopolitique allemand était mis en danger. Du côté de la mer du Nord et de l'Atlantique, le commerce allemand pouvait être bloqué par la Royal Navy et la flotte française, en Méditerranée aussi car la flotte austro-hongroise n'était pas de taille à se mesurer à ces flottes ; l'amiral Tirpitz avait été imprudent dans ses déclarations indiquant que l'Allemagne construirait une flotte de guerre « à nulle autre seconde » : cette menace éventuelle pour la sécurité de son Empire avait inquiété les dirigeants britanniques, les poussant à se rapprocher de la France, alors que l'Allemagne ne parvenait pas à réaliser rapidement ce projet²³ ce qui l'obligeait à adopter une attitude prudente vis-à-vis de l'Angleterre afin que celle-ci reste neutre lorsque l'heure de la guerre aurait sonné.

L'attentat de Sarajevo préparé par une organisation secrète, *Jeune Bosnie* (avec l'aide de *La main noire*), a une signification politique. L'archiduc François-Ferdinand n'est certainement pas un libéral ; toutefois, il déteste les Hongrois et comprend, peut-être grâce à sa femme originaire de Bohême, Sophie Chotek, que pour éviter l'éclatement de l'Empire, il est absolument nécessaire de donner les mêmes droits aux diverses nationalités : son projet va directement à l'encontre de celui des extrémistes qui veulent réunir l'ensemble des Slaves du sud au plus vite et qui préfère donc la politique conservatrice de François-Joseph plus à même d'aboutir à l'éclatement souhaité. Le Gouvernement serbe et son chef Nikola Pasic n'étaient pour rien dans cette affaire, même si un membre des services secrets (Dimitrijevitich, alias « Apis ») avait des relations avec *La main noire* : après le succès des guerres Balkaniques, un sérieux revers pour Vienne, Belgrade tenait à avoir de bonnes relations avec son grand voisin qui pouvait être dangereux.

L'occasion en or se présentait, pour les empires centraux, de régler un vieux

²¹ Au Congrès de Berlin, en 1878, il avait été convenu que l'Autriche-Hongrie administrerait la Bosnie-Herzégovine pendant 30 ans, ce qui fut fait. L'annexion de 1908, avec l'accord de l'Empire ottoman (à cette époque, on ne consultait pas les populations) provoqua une vive tension entre Vienne d'une part, Belgrade et Saint-Petersbourg d'autre part. La Russie, dont l'appareil militaire avait été en grande partie anéanti lors de la guerre de 1904-1905 avec le Japon, n'était pas en mesure de faire la guerre : elle fut obligée de faire « le dos rond » et de faire en sorte, par ses pressions, que la Serbie en fasse autant.

²² L'Empire ottoman ne conservait plus en Europe que Constantinople et ses environs.

²³ En 1914, la puissance de la flotte allemande ne représente que 50% environ de celle de la Royal Navy et dépasse de très peu la flotte française.

compte avec le monde slave : Berlin poussa Vienne à concevoir un ultimatum rédigé d'une telle sorte qu'il ne pouvait être que refusé par Belgrade. A la surprise générale, Belgrade donna son accord sur tout, sauf sur un seul point qui écornait de façon par trop évidente la souveraineté du pays. Le Kaiser n'était pas le plus « va't'en guerre » des dirigeants allemands : prenant connaissance du télégramme serbe, il déclare à son chancelier que la guerre n'est plus vraiment nécessaire et le charge de transmettre à Vienne une proposition destinée à l'éviter ; ce dernier, sachant que l'Autriche-Hongrie allait entrer en guerre le même jour à 18H, se hâte avec lenteur et ne transmet la proposition impériale que tard dans la soirée, après la date irréversible : les élites allemandes voulaient la guerre, fût-ce contre la volonté du Kaiser !

Le Gouvernement allemand avait préparé son opinion publique ; la mobilisation partielle en Russie (le long de sa frontière avec l'Autriche-Hongrie) était présentée comme une agression de l'Allemagne par le militarisme tsariste ; sa propagande, aidée par celle des révolutionnaires professionnels russes²⁴, notamment de Parvus (Helphand, un ami de Trotski, qui est aussi un agent au service de l'Allemagne), finit par convaincre les socialistes allemands que la guerre contre la Russie est, non pas une guerre d'agression, mais une guerre défensive « juste » contre le régime inique d'un ennemi sauvage qui l'attaque et veut la détruire.

L'Allemagne déclare la guerre à la Russie (1er août), puis à la France (3 août) ; elle envahit la Belgique le 4 ; le plan Schlieffen prévoyait que l'Armée allemande abatte l'Armée française en six semaines pour se retourner ensuite contre la Russie ; il est tenu en échec : l'armée belge ne capitule pas, l'Angleterre entre dans la guerre, l'Empire russe procède à une offensive en Mazurie obligeant l'agresseur à envoyer en toute hâte deux corps d'armée du front ouest à celui de l'est.

Au cours de la bataille de la Marne, Berlin croyant avoir gagné la partie à l'ouest, publie, de façon imprudente, le *Septemberprogramm* (l'offre à l'ouest d'une paix d'annexions : Belgique, Luxembourg, Nord de la France) au moment même où ses troupes sont contraintes de reculer ! Avec le *Septemberprogramm*, la démonstration est ainsi faite qu'il s'agissait bien d'une guerre d'agression. Cette évidence ne changera rien à la position des socialistes allemands, ni à celle de leurs collègues russes. Le but de guerre essentiel de l'Empire allemand ne consiste pas en acquisitions territoriales à l'ouest (et en Afrique par la saisie des colonies de la Belgique et de la France) : il consiste en un démantèlement de l'Empire russe afin de pouvoir contrôler et mettre en coupe réglée ses composantes (notamment l'Ukraine, le Caucase, le Kouban), condition du contrôle de toute l'Europe continentale dans un système qui eut fonctionné au bénéfice de l'Allemagne.

L'argent allemand sera largement utilisé pour aider les révolutionnaires russes les plus radicaux²⁵ afin que l'Empire russe se soumette aux volontés allemandes et

²⁴ Les révolutionnaires bolcheviks veulent la révolution mondiale et, en premier lieu, la défaite du tsarisme : ils sont donc pour la victoire de l'Allemagne dont ils sont les complices.

²⁵ Parvus (et les sociétés qu'il contrôlait) joua un rôle décisif, ainsi que la banque Nya banken de Stockholm, comme intermédiaire entre les services secrets allemands qui fournissaient de l'argent et les

sorte de la guerre ; le Gouvernement russe issu de la révolution du printemps 1917 voulait honorer les engagements pris avec les alliés de la Russie, celui du coup d'état de l'automne voulait la paix, à n'importe quel prix. Grâce à la victoire de ses armées à l'est, l'Allemagne put imposer les paix de Brest-Litovsk²⁶, il y en eut deux, et commencer le plan de colonisation économique de l'Ukraine dans lequel le Dr. Melchior²⁷ joua un rôle éminent. Le plan allemand ne fut pas loin de réussir : un nombre appréciable de divisions de l'est purent être transférées sur le front ouest, permettant l'offensive du printemps 1918 ; malgré cela et malgré le fait que seule une faible fraction des soldats allemands était opérationnelle, la *deuxième bataille de la Marne* se solda par un échec de l'Armée allemande ; dès lors, celle-ci ne pouvait être que battue, compte tenu de la supériorité numérique et surtout matérielle des alliés et par le fait que la société allemande était à bout de souffle. Pas autant toutefois que les peuples de l'Empire russe.

L'Empire russe et la révolution

La *Troisième Rome* eut un itinéraire très original, si on le compare à celui de l'Europe de l'ouest : alors que des siècles de luttes permirent aux paysans de celle-ci de s'affranchir des servitudes féodales, en Russie qui devient l'Empire russe, on observe au contraire une marche vers une société esclavagiste qui trouve son plein épanouissement²⁸ sous le règne de Catherine II . Le fait que les pauvres moujiks puissent être achetés, vendus ou « loués » par des baux à 99 ans, déportés, fouettés parfois jusqu'à la mort, ne semble pas avoir ému Diderot (il fit le voyage à Saint-Pétersbourg) ou Voltaire qui avaient besoin d'argent !

Il y avait une autre singularité : le *Mir* , la communauté paysanne. Sous l'autorité du seigneur, le mir procède périodiquement à une redistribution des parcelles de terre aux membres du village, en fonction de la taille des familles, ce qui dissuade les paysans de réaliser des travaux d'amélioration des terres qu'ils cultivent ; cette particularité très importante, mise en évidence par l'agronome allemand Haxthausen, fait dire à Jules Michelet²⁹ : « la Russie est un pays entièrement communiste » ! Le *mir* est l'ennemi des gains de productivité dans le secteur

destinataires de ces fonds qui servirent à financer le voyage et le séjour à New-York, début 1917, de Trotski et de sa famille, ainsi que son retour en Russie, le retour en Russie depuis la Suisse en traversant l'Allemagne de Lénine et de ses amis, et chose plus importante encore, qui servirent à financer *La Pravda*, le journal des Bolcheviks.

²⁶ L'Allemagne et ses alliés signèrent le 9 février 1918 un traité de paix avec le Gouvernement de la Rada d'Ukraine et le 3 mars un traité de paix avec le Gouvernement soviétique.

²⁷ Karl Melchior, associé de Max Warburg (Banque Warburg), fut l'un des membres allemands de la Commission d'armistice en 1919 : il eut alors des rapports étroits avec Keynes, dont celui-ci parle dans un livre édité post mortem, rapports qui se prolongèrent par la suite.

²⁸ L'établissement de l'esclavage « complet » ,au 18ième siècle, est le résultat conjoint de l'impôt de capitation mis en place par Pierre-le-grand et de l'oukase de Pierre III (le mari de Catherine II que celle-ci fera assassiner) par lequel la noblesse est « libérée » de ses obligations militaires permanentes l'obligeant à conserver les « âmes » dont elle a la propriété.

²⁹ Jules Michelet, *Légendes démocratiques du Nord* (1850). Michelet est un homme « de gauche » : professeur au collège de France, il refuse de prêter serment à l'Empereur après le coup d'état du Prince-Président et perd alors son poste ; il vivra de ses livres, retiré dans le midi.

agricole ; il a un autre défaut : il constitue une police efficace pour empêcher les paysans de fuir (les fuites alourdissant la charge fiscale de ceux qui restent) vers les villes pour s'embaucher dans les fabriques. Au dix-neuvième siècle, la Russie s'ouvre de plus en plus au monde, des activités industrielles commencent à se développer : l'esclavage et le *mir* constituent des freins au développement de ces activités ; l'esclavage parce qu'il alourdit le prix à payer par les industriels pour l'usage des forces de travail qu'ils utilisent (il faut payer une location au propriétaire de l'esclave), le *mir* parce qu'il empêche les progrès dans le secteur agricole et qu'il restreint l'exode rural dont le secteur industriel a besoin.

Malgré cela, la noblesse russe n'est pas prête à solliciter du pouvoir autocratique les réformes qu'il faudrait : le pays est enfermé dans un conservatisme politique absolu, Paul 1er, parce qu'il voulait améliorer la situation des paysans, faire des réformes³⁰ et s'allier à Napoléon, est assassiné ; son fils Alexandre 1er, qui a trempé dans le complot et qui passe à tort pour être le vainqueur de Napoléon³¹, est le promoteur de la Sainte alliance, ce qui signale son conservatisme fondamental, qui sera aussi celui de son frère qui lui succède, Nicolas 1er.

Durant cette première moitié du dix-neuvième siècle, malgré ce conservatisme, la société russe commence à bouger ; l'éducation, à tous les niveaux, progresse rapidement et l'« ascenseur social » commence à fonctionner sans pour autant que les nouveaux promus puissent avoir des responsabilités politiques. Il en résulte de nombreuses frustrations parmi les élites ; nombreux sont ceux qui, opposés au système étouffant de l'autocratie et de l'immobilisme, se tournent vers l'action révolutionnaire : les condamnations pleuvent alors, avec des exils en Sibérie d'où beaucoup s'évadent pour se retrouver en Europe occidentale.

Cette diaspora de petits nobles et de bourgeois qui rêvent d'une Russie différente de ce qu'elle est alors³² n'ont pas tous les mêmes idées, notamment en ce qui concerne le *mir* ; pour les socialistes qui adoptent les idées de Marx, le *mir* est une institution très « positive » en ce sens qu'elle doit faciliter la transition vers une société collectiviste, alors que les révolutionnaires anti-communistes comme Bakounine le considère comme un instrument d'oppression qu'il faut éliminer³³ ; ces derniers rejoignent, en quelque sorte, les réformistes qui, en Russie, oeuvrent pour l'avènement d'un système de monarchie constitutionnelle à l'anglaise, pour la destruction du *mir* et le développement d'une agriculture d'exploitations familiales avec propriété de la terre.

La défaite de la guerre de Crimée, la mort de Nicolas 1er ainsi que son remplacement par une personnalité plus ouverte, Alexandre II, permettront alors une réforme décisive : en 1861, est proclamée la fin de l'esclavage, la liberté personnelle des paysans (qui était déjà acquise depuis 1858 pour les serfs des domaines de l'Etat). C'est important mais ce n'est qu'un premier pas car ça ne règle pas la question de la propriété de la terre, et donc celle

³⁰ Paul 1er est le fils de Catherine II ; il sait qu'elle a fait assassiner son père (sans qu'on sache vraiment si c'est son père biologique). Il veut promouvoir une politique à l'opposé de celle de sa mère, laquelle voulait, sachant cela, que son successeur soit son petit-fils Alexandre. Celui-ci verra son règne interrompu par son assassinat au bout de quatre ans seulement.

³¹ Le vrai vainqueur de Napoléon n'est pas Alexandre mais le stratège Koutouzov.

³² Il y a aussi une composante très particulière à cette émigration, qui sera très importante à la fin du siècle et qui concernera non seulement l'Europe mais aussi les Etats-Unis : les Juifs qui sont victimes d'une politique discriminatoire de la part des autorités ainsi que de pogroms.

³³ Il y a aussi, sur la question du *mir*, des « centristes » comme Herzen, le fondateur du journal *Kolokol* (La Cloche) édité en russe et en français à Paris, plus proche toutefois de Bakounine que de Marx.

du mir pourtant essentielle ; il faut compléter cela par des institutions, des dispositifs concrets permettant de rembourser les propriétaires et d'accéder à la propriété de la terre. Les *révolutionnaires professionnels* les plus radicaux ne s'y sont pas trompés : le « Tsar libérateur » a enclenché une dynamique devant conduire nécessairement à l'émergence d'une classe de paysans-propriétaires, ce dont ils ne veulent à aucun prix ; l'analyse développée par Marx dans *Das Kapital* précise en effet que les paysans sont une classe sociale appelée à disparaître³⁴, et que ne doivent rester face-à-face que la bourgeoisie et le prolétariat pour la grande lutte finale, prélude à la société sans classe, après la victoire du prolétariat ! Il était donc bien « légitime » de tuer Alexandre II. La violence extrême des terroristes, issus de la petite noblesse et de milieux bourgeois qui se prétendent l'avant-garde du prolétariat³⁵, va trouver son antidote en la personne de Stolypine.

En dépit de la stupidité et de l'irresponsabilité de Nicolas II et de la « camarilla » qui l'entoure qui conduisent au déclenchement de la calamiteuse guerre contre le Japon, en dépit des attentats, de la révolution de 1905³⁶ et des pogroms tolérés par le pouvoir, qui témoignent de la violence des rapports sociaux dans l'Empire, celui-ci connaît un développement économique, social et culturel rapide au moment du ministère dirigé par Stolypine. Celui-ci mène de front des réformes politiques, malgré les réticences de l'Empereur, ainsi que la mise en place de mesures musclées de lutte contre le terrorisme³⁷ et, surtout, la mise en place de dispositifs permettant à un nombre croissant de paysans de devenir propriétaires, une attaque frontale contre le *mir*. Les révolutionnaires radicaux (et marxistes) ne pouvaient admettre une telle politique, préférant de beaucoup la poursuite du conservatisme ; Stolypine fut assassiné à l'opéra de Kiev, sous les yeux de la famille impériale : bien plus pour sa politique des structures dans le secteur agricole que pour les mesures répressives qu'il avait dirigées³⁸.

La politique menée successivement par Witte et Stolypine porta ses fruits : croissance spectaculaire de la production agricole, croissance industrielle, développement de l'enseignement, promotion sociale pour beaucoup. A la veille de

³⁴ Les révolutionnaires radicaux pensent que, puisque les paysans *doivent* disparaître (du fait d'un développement historique inéluctable), il est nécessaire d'accélérer le mouvement : il faut *les faire disparaître* ! On a là une clé d'explication de ce qui sera la politique soviétique en agriculture : collectivisations et famines organisées.

³⁵ Lénine et ses amis théorisent, dès 1905 et probablement avant, la *nécessité* de la violence révolutionnaire ; la lutte des classes doit déboucher sur l'élimination de la classe bourgeoise (qui ne se laissera pas déposséder facilement), il est donc nécessaire d'éliminer ses moyens de pouvoir ou même de recourir à des éliminations physiques de ses membres ; Dzerjinski, le fondateur de la Tcheka, expliquera cela très bien. La référence faite souvent à la période de la terreur dans la France de la *Grande révolution* est abusive : en effet, cette terreur fut le résultat d'une réaction de peur des révolutionnaires, pas d'une doctrine.

³⁶ La révolution de 1905 sera, en quelque sorte, une répétition générale pour Trotski, qui sera l'organisateur du coup d'état d'octobre 1917, avec l'aide de son compère Parvus.

³⁷ Stolypine combat le terrorisme avec des moyens parfois expéditifs, ce qui conduit à des exécutions sommaires. Michel Heller dresse un bilan des décès occasionnés par les attentats et de ceux qui résultent de la répression au terme duquel il apparaît que le nombre des premiers est approximativement le double de celui des seconds. La répression, mais aussi la croissance économique (avec les opportunités de promotion sociale qu'elle offre), aboutirent à faire baisser très fortement le nombre des attentats.

³⁸ Ces mesures répressives comprenaient de nombreuses pendaisons à la suite de procès expéditifs, les « cravates Stolypine ».

la guerre, la Russie était une grande puissance économique. Sa société était toutefois encore fragile ; une partie des élites supporte mal de n'avoir pas la possibilité d'exercer des responsabilités politiques ; le management du pays n'est à la hauteur de son importance économique, avec un couple impérial médiocre s'agrippant à l'autocratie et agissant sous l'influence d'un petit groupe de personnages médiocres ou « illuminés » comme Raspoutine ; par ailleurs, si certains secteurs d'activité fonctionnent de façon satisfaisante, d'autres au contraire présentent encore certains défauts que révélera le déroulement de la guerre, notamment au sein des armées³⁹.

La survenue de la Révolution, au printemps 1917, illustre cette fragilité de la société russe. Les socialistes modérés veulent continuer la guerre et honorer les engagements pris avec les alliés ; toutefois l'ébranlement social est tel que, dans les armées, les désertions se multiplient et qu'on y assiste de plus en plus à des cas de désobéissance. Ce fut « mission impossible » pour Kerenski qui devait simultanément faire la guerre avec un appareil militaire de plus en plus déliquescents et lutter contre l'ennemi intérieur des Bolcheviks, qui recevaient, par des canaux détournés, de l'argent allemand pour financer leurs actions de propagande⁴⁰.

Le coup d'état d'octobre est réalisé de main de maître sous la direction de Trotski. Malgré ce premier manquement, oh combien important, aux règles démocratiques, les Bolcheviks vont maintenir les élections pour désigner les membres d'une assemblée constituante, une promesse partagée par tous les mouvements politiques au printemps ; ils pensent alors remporter facilement ces élections qui ont lieu le 25 novembre 1917 ; le dépouillement prendra du temps et ils signeront le 15 décembre l'Armistice de Brest-Litovsk. Au sein de l'assemblée qui se réunit le 5 janvier au Palais de Tauride, les Bolcheviks, à leur grande surprise, sont très largement minoritaires ; leur candidat pour présider l'assemblée est très largement battu ; immédiatement après ce premier revers, ils proposent à l'assemblée d'adopter un texte très important préparé par Lénine, le *Décret sur la terre*, qui, tout en affirmant de façon purement démagogique que la terre est à ceux qui la cultivent, prépare la collectivisation de l'agriculture : à une large majorité, le texte est repoussé ; voyant cela, le gouvernement révolutionnaire déclare que l'assemblée, gangrenée par des éléments bourgeois, est dissoute : elle n'aura vécu que quelques heures !

La dictature des Bolcheviks sera impitoyable : ils sont prêts à tout pour garder le pouvoir qui est le leur. Ils signent avec les allemands un traité désastreux en mars 1918 ; ils signent ensuite, à Berlin, en août 1918, un traité économique complémentaire tout aussi désastreux dont ils n'auront pas à supporter les conséquences du fait de la victoire des alliés. Ils auront à se confronter avec de nombreuses oppositions : les armées blanches appuyées par des interventions

³⁹ Certains officiers de l'Armée russe sont de grande valeur, d'autres ne doivent leur position qu'à leur famille et à ses relations.

⁴⁰ C'est Parvus, qui est devenu un agent allemand, qui est à la base du financement allemand de certaines activités révolutionnaires ; on peut évoquer le voyage en 1^{ère} classe de Cadix à New-York de Trotski et de sa famille, de leur séjour à New-York dans des conditions luxueuses, début 1917, du voyage de retour par la Suède avec 10 000 dollars en poche ; on peut évoquer le voyage, depuis la Suisse, de Lénine et de ses amis à travers l'Allemagne en guerre, afin de revenir en Russie via la Suède, et surtout, c'est très important, le financement de la Pravda à l'été 1917, permettant à ce journal d'avoir un fort tirage et de préparer ainsi le coup d'état d'octobre.

étrangères, les mouvements indépendantistes (notamment en Ukraine), les révoltes ouvrières (notamment celle de Kronstadt), la guerre avec la Pologne, leur seul échec, et surtout, on l'oublie souvent alors que c'est peut-être ce qui est le plus significatif dans un Empire russe encore dominé par la ruralité, les soulèvements paysans de grande ampleur des « armées vertes ».

Comment ces révolutionnaires ultra minoritaires ont-ils pu surmonter les obstacles qui se présentaient à eux ? Par la « justesse » de leur idées ? Certainement pas. Deux éléments essentiels doivent être pris en considération. Le premier est le professionnalisme ; les Bolcheviks sont, depuis longtemps, des professionnels des luttes, de l'agitation et des attentats, des actions clandestines : ils sont devenus, de ce fait, très compétents en matière d'organisation, davantage que leurs concurrents. Le deuxième élément est leur absence totale de scrupules, leur duplicité et leur goût pour les grands moyens en matière de terreur, portés qu'ils sont par la foi profonde qui est la leur en la « justesse » de leur cause⁴¹, comme en témoignent par exemple la répression de la Commune de Kronstadt ou celle de la révolte de Tambov⁴².

Il faut revenir sur ces révoltes paysannes qui eurent une ampleur très grande, qui s'opposèrent aussi bien aux Blancs qu'aux Rouges : elles exprimaient un refus net des réquisitions des produits agricoles et de la collectivisation des terres, et aussi et surtout le refus demourir de faim, à cause des mauvaises récoltes (la sécheresse) et...des réquisitions ! Les Rouges sont inquiets : du fait de leur répression et des pénuries de toutes sortes, notamment alimentaires, les villes ont perdu la moitié de leurs habitants (ceux-là ont fui à l'étranger ou dans les campagnes, ou ont trouvé la mort) alors que les usines tournent au ralenti ou même pas du tout ; la classe ouvrière dont les Bolcheviks sont *l'avant-garde* a presque complètement disparu ! C'est une situation très angoissante pour ces révolutionnaires : il faut donc absolument que cette classe ouvrière puisse à nouveau exister et se développer. Pour cela, il est nécessaire d'acheminer des vivres dans les villes et de relancer l'activité industrielle, ce qui suppose l'aide de l'étranger, en particulier pour l'achat de biens d'équipement. On paye alors les achats effectués à l'étranger avec les réserves d'or du pays, avec le produit des ventes à des négociants étrangers des œuvres d'art récupérées par le pillage des églises ou de certaines demeures bourgeoises ou aristocratiques⁴³, enfin par des exportations de céréales. Les biens alimentaires ont donc, pour le pouvoir soviétique, une double fonction : assurer l'alimentation des ouvriers (qu'il faut remettre en activité) dans les villes et, grâce à leur vente à l'étranger, payer les équipements que nécessite la remise en route des activités industrielles ; dans l'un et l'autre cas il faut reconstituer une classe ouvrière quasi mythique ! Pour se procurer ces biens alimentaires, la méthode est

⁴¹ Il s'agit bien d'une « foi » qui ne se décrit pas en tant que telle mais comme une certitude « scientifique » découlant des œuvres des grands auteurs, Marx et Engels. Alors qu'une foi religieuse concerne l'au-delà, la « foi scientifique » des révolutionnaires concerne la vie terrestre et a donc des effets tout à fait immédiats.

⁴² Dans le cas du soulèvement de Tambov, les troupes du général Toukhatchevski utilisèrent des gazs pour exterminer les paysans révoltés qui se réfugiaient en forêt dans des fonds de vallées.

⁴³ Cela donne lieu à un pillage éhonté dans lequel trempent certains des amis de Trotski, les négociants américains achetant à des prix dérisoires icônes et tableaux qui sont ensuite exportés aux Etats-Unis.

simple : ce n'est pas le marché qui va les fournir mais l'usage de la force, les réquisitions ; peut-être est-ce en pensant à l'Ukraine des années 1920-1922 que Maurice Allais disait en 1965 : « il n'y a que deux sortes d'économies : l'économie *monétaire* et l'économie *militaire* ! ». Le niveau des réquisitions sera fixé, non pas en fonction de ce qu'il eut été raisonnablement permis de prélever⁴⁴, mais en fonction des « besoins » estimés par le pouvoir pour les usages qu'il voulait en faire et qu'on vient d'évoquer. Il se trouve que pendant deux années consécutives, en 1921 et 1922, il y eut de la sécheresse en Ukraine, en Russie du sud (Kouban, bassin de la Volga) et dans le nord du Caucase, occasionnant dans ces régions des récoltes bien moins importantes que d'habitude : les réquisitions exigées au premier semestre 1921 ne furent pas modifiées, le pouvoir confisqua la quasi totalité des récoltes, les populations furent réduites à la famine, il y eut des morts par millions et des cas de cannibalisme⁴⁵.

Ce ne fut qu'à partir du moment où cela commença à se savoir à l'étranger que Lénine consentit à assouplir l'attitude du pouvoir, à autoriser l'envoi de vivres dans ces régions, à inciter Gorki à faire appel à l'aide internationale et à convaincre ses petits camarades de mettre en place en 1922 une « *Nouvelle Politique Economique* » (la NEP). Cette catastrophe humanitaire ne fut pas seulement la conséquence d'une « famine/manque de nourriture » considérée comme un phénomène naturel (la sécheresse) : elle fut, dans une très large mesure, provoquée par le niveau bien trop élevé des réquisitions en 1920 qui, parce qu'ils n'avaient presque rien à manger, obligèrent les paysans à tuer une partie de leur bétail, des réquisitions criminelles qui se poursuivirent au début de 1921. Les paysans étaient une classe « condamnée par l'histoire » : peu importait, par conséquent, qu'elle souffre atrocement si les mesures prises à son encontre devaient contribuer à assurer finalement le triomphe du prolétariat ! En ce sens, la famine de 1921-1922 peut être considérée comme un crime de masse perpétré par les dirigeants communistes, spécialement Lénine et Trotski.

La façon impitoyable dont ils traitent les paysans , Staline les surpassera encore au début des années trente, se situe, en quelque sorte, dans le droit fil des conceptions de Marx et Engels pour lesquels les paysans constituent une classe d'abrutis appelée à disparaître, pour le plus grand bien de l'humanité : à cet égard, la lecture du petit livre de Friedrich Engels sur *La guerre des paysans en Allemagne*⁴⁶ est édifiante.

La nouvelle politique économique que suggère d'adopter Lénine ne procède pas d'une quelconque mansuétude vis-à-vis des paysans mais du réalisme le plus élémentaire : il ne faut pas exterminer les paysans, leurs productions sont indispensables. De même, pour ce qui concerne l'industrie, l'importation de biens

⁴⁴ Par l'expression « raisonnablement permis de prélever », il faut comprendre des prélèvements ne mettant pas en danger la vie des populations concernées.

⁴⁵ Dans leur *Atlas historique de la Russie* (Editions Autrement, 2017), François-Xavier Nérard et Marie-Pierre Rey estiment qu'il y eut cinq millions de victimes, directes ou indirectes.

⁴⁶ *La guerre des paysans en Allemagne* est relatif aux grandes révoltes qui se déroulent en Allemagne en 1524-1526 ; ce petit livre est écrit par Engels en 1850.

d'équipement ne suffit pas pour relancer la production : il est nécessaire de faire appel à des firmes étrangères et à leurs experts. Avant guerre, les firmes européennes, en premier lieu françaises, étaient très présentes en Russie ; après la guerre, ce seront les firmes et experts d'outre Atlantique et d'Allemagne qui prendront le relais. Les Etats-Unis étaient désormais la puissance hégémonique.

Le rôle des Etats-Unis

Les Etats-Unis n'entrent dans la guerre que le 6 avril 1917 ; mais pourquoi donc entrent-ils dans la guerre alors que Wilson a été élu sur la base de la neutralité américaine et qu'une importante partie de la société américaine, d'origine allemande, était attachée à la poursuite de cette neutralité ? Il y a, certes, « l'opinion publique » de plus en plus hostile à l'Allemagne du fait des récits des atrocités allemandes faites en Belgique, du bombardement de la cathédrale de Reims ou du torpillage du Lusitania (mai 1915), mais une partie importante de cette opinion a par ailleurs une image très négative de l'un des membres importants de l'Entente, l'Empire russe, qui est doté d'un régime politique qui tolère et parfois encourage les pogroms. Au début de 1917, l'Allemagne décide de renouer avec une guerre sous-marine à outrance, au risque de la guerre, un bateau américain est coulé le 19 mars, et un message secret (intercepté par les Anglais et transmis aux Américains) du ministre allemand Arthur Zimmermann adressé au Gouvernement du Mexique, lui proposant une alliance contre les Etats-Unis, met le feu aux poudres.

Comme pour Sarajevo, on peut se demander s'il ne s'agit pas là d'une cause seulement « déclenchante », qui permettait au Congrès de voter l'entrée en guerre ; il semble bien en effet que le colonel House, et bien d'autres gens influents avec lui, désiraient depuis longtemps que leur pays entre dans le conflit aux côtés de l'Entente. Tout se passe en effet comme si les Etats-Unis avaient décidé de « faire pencher la balance » d'un côté, afin de pouvoir être les arbitres de la paix qui suivrait le conflit ; c'est en tout cas ce qui se passa.

Sachant à l'été 1918 que ses armées étaient vaincues, le Gouvernement impérial allemand ne s'adressa pas aux deux principales puissances militaires alliées (France et Royaume-Uni) mais au Président Wilson, se déclarant en accord avec ses *quatorze points*⁴⁷ et ayant parfaitement compris qu'il oeuvrerait dans le sens d'une paix clémentine pour l'Allemagne ; agissant comme des pleutres, les militaires allemands refusèrent d'aller signer l'armistice (ce qu'ils auraient dû faire, mais déjà, ils pensaient à la suite⁴⁸), laissant cela à des dirigeants civils renouvelés ; les Prussiens-luthériens n'étaient plus de saison, on fit appel à des Catholiques du sud ou de l'Allemagne rhénane : on envoya Matthias Erzberger, membre du Zentrum et

⁴⁷ Les 14 points de Wilson comprennent la restitution des territoires acquis par l'Allemagne à la suite de conquêtes, notamment l'Alsace et la partie annexée de la Lorraine (la Moselle). On peut remarquer que malgré cela, lors de la conférence de Paris, en 1919, Keynes était hostile à une telle restitution !

⁴⁸ Les militaires allemands pensaient déjà à la légende qu'ils allaient réussir à imposer par la suite : les armées n'avaient pas été vaincues mais « trahies » par des ennemis intérieurs (Juifs, communistes, etc.)

homme lige d'August Thyssen, qui fut lui aussi partisan d'une guerre d'annexions⁴⁹, signer à Rethondes afin de limiter les dégâts.

Le traité de Versailles qui suivit, signé le 28 juin 1919, ne fut pas défavorable à l'Allemagne : l'essentiel de l'œuvre de Bismarck fut maintenue, l'unité des états allemands⁵⁰. Contrairement à une idée fort répandue, ce traité ne constituait pas une « humiliation »⁵¹ et n'était nullement « dur » avec l'Allemagne, en dépit de ce que purent en dire ou écrire Max Weber ou John-Maynard Keynes⁵², ainsi que le reconnaît le grand penseur allemand Norbert Elias dans son dernier livre⁵³.

La conférence de la paix fut une innovation historique, un effort sans précédent de consultations et d'écoute des minorités en Europe ; en même temps, à l'instigation de Wilson, il fut à l'origine d'un grand nombre d'institutions internationales, dont la *Société Des Nations*, l'ancêtre de l'ONU : le point de départ de nouvelles normes dans les relations internationales.

En 1917, la finance américaine, dont une partie était très hostile au gouvernement tsariste, avait parfaitement compris que l'Empire russe, parce qu'il représentait un marché potentiel très important, constituait un enjeu économique et politique de première importance. Sous couvert de la Croix-Rouge américaine, les grands patrons américains des groupes Rockefeller et Morgan envoient en Russie, au début de l'été 1917, une délégation chargée de recenser les opportunités de toutes natures pour faire des affaires dans ce pays ; ce sera, en relation avec Trotski, le début d'une grande coopération entre les grands « capitalistes » américains etles Soviétiques ! Le gouvernement américain tardera à reconnaître celui de l'Union Soviétique : cela sera toutefois sans effet sur le business qui commença très vite.

⁴⁹ Fritz Fischer (*Les buts de guerre de l'Allemagne impériale*) indique, à propos de Thyssen et de Erzberger : « il y eut un memorandum d'August Thyssen, que Erzberger transmit au gouvernement le 9 septembre 1914. Ce document demandait l'incorporation de la Belgique et des départements français du Nord et du Pas-de-Calais avec Dunkerque, Calais et Boulogne, le département de Meurthe-et-Moselle avec la ceinture française des forteresses de la Meuse et des départements des Vosges et de Haute-Saône avec Belfort. A l'est, Thyssen voulait les provinces baltes et peut-être le bassin du Don, avec Odessa, la Crimée, la région de Lvov et le Caucase. Il a justifié ses revendications par la nécessité de sécuriser les futures réserves de matières premières de l'Allemagne. »

⁵⁰ Le maintien de l'unité allemande fut le reproche le plus important que Jacques Bainville adressa au traité de Versailles (« Une paix trop douce pour ce qu'elle a de dur et trop dure pour ce qu'elle a de doux ») dans son livre *Les conséquences politiques de la paix* (1920) ; une constante de la politique française, durant des siècles, depuis Richelieu, était d'éviter l'unification des états allemands.

⁵¹ Le thème de « l'humiliation » provoquée par le traité fut largement utilisé par les opposants au traité, spécialement par les vaincus ainsi que par les partisans de la politique de l'apaisement et des accommodements avec Hitler, dans les années 30 en Angleterre ; un siècle après, ce thème jouit encore d'un large crédit : peut-être cela doit-il être mis en relation avec les modalités *actuelles* de la « construction européenne » et de l'idée du *couple franco-allemand*. En réalité, l'humiliation ressentie par la population de l'Allemagne résultait simplement de la défaite militaire.

⁵² Le grand économiste et sociologue Max Weber était aussi un nationaliste, meurtri par la défaite et les conditions de la paix de Versailles. Le pamphlet écrit par Keynes à la fin de l'année 1919 contre le traité de Versailles, *Les conséquences économiques de la paix*, est sans valeur sur le plan économique ; toutefois la notoriété de l'auteur lui assura un grand retentissement ; la critique de ce livre est faite par Etienne Mantoux (*La paix calomniée ou les conséquences économiques de M. Keynes ; The Cathaginian Peace, or The Economic Consequences of Mr. Keynes*, Paris, Oxford, 1946)

⁵³ Norbert Elias, *Les Allemands*, Seuil, 2017.

A la différence de la France ou de la Belgique, l'appareil productif allemand n'avait pas souffert de la guerre ; les grandes firmes allemandes, qui n'étaient pas handicapées par un soutien politique ou militaire de leur Etat aux armées blanches comme le furent leurs homologues françaises ou anglaises, prirent très vite, après la paix, des contacts avec les dirigeants bolcheviks débouchant sur des projets concrets ; on confirma cela au printemps 1922, à Rapallo⁵⁴.

Le bilan de la période

De 1922 à 1925, Trotski put mettre en place, dans le cadre de la NEP voulue par Lénine et décidée en 1922, de nombreuses concessions pour des firmes américaines ou allemandes ainsi que des accords de coopération technique entre intervenants étrangers et firmes soviétiques. En 1924, Lénine meurt et Staline voit la consécration de son pouvoir : il va continuer l'œuvre entreprise, en pire ! Avec l'établissement du régime soviétique, les ingénieurs et dirigeants d'entreprises anglaises et, surtout, françaises (qui étaient les plus importantes) doivent s'enfuir quand ils ne sont pas emprisonnés ou assassinés. Ils sont remplacés par des Allemands et, surtout, par des Américains. C'est grâce à ces derniers, qui interviennent dans tous les domaines, que Staline put construire une puissante industrie, au prix d'un coût humain énorme.

La décennie 1914-1924 est celle d'une gigantesque redistribution des cartes géopolitiques ; l'Empire britannique perd son hégémonie au profit des Etats-Unis alors que l'Allemagne, grâce à Wilson puis à la non application du traité de Versailles, conserve sa puissance potentielle. Autour de l'Alliance franco-russe, s'était constitué, avant la guerre, un capitalisme franco-russo-belge puissant et dynamique : il est cassé et les fameux *emprunts russes* ne valent alors plus rien !



⁵⁴ En marge de la conférence de Gênes du printemps 1922, les délégations allemande et soviétique se rencontrent à Rapallo et signent le 16 avril un traité de paix qui normalise les relations entre les deux pays : c'est le point de départ d'une coopération économique ainsi que d'une coopération militaire secrète visant à la reconstitution de l'appareil militaire allemand, en violation des dispositions du traité de Versailles. A ce propos, on peut remarquer que les dirigeants de la République de Weimar n'avaient nullement l'intention de respecter les engagements pris, tant sur le plan militaire que financier ; grâce, entre autres, au talent de Hjalmar Schacht, l'Etat allemand ne paya qu'une faible partie du montant des réparations ; les économistes qui, à la suite de Keynes, prétendirent que les réparations étaient trop lourdes (et impossibles à payer) n'eurent en général pas le bon sens élémentaire de mettre en relation ce montant avec celui, énorme, des dépenses du réarmement massif de l'Allemagne.